

EDITO

Altermondialisme du local au global toujours pertinent

%78Nord passe à l'attac !

Comité Local Attac 78 Nord

Mail : 78nord@attac.org Tél : 06 74 92 20 24
Site Internet : <http://www.attac78nord.org>

Bilan et perspectives pour Attac78 nord

L'année 2009 a été marquée par l'approfondissement spectaculaire de la « crise » financière, économique, sociale et écologique, et de ses conséquences en termes d'explosion du chômage, de la précarité, des fermetures d'usines... et cela va continuer.

LA CRISE SYSTEMIQUE

Le capitalisme emploie tous les moyens pour faire plier les peuples, détruire leurs acquis démocratiques, leurs protections sociales, et piller les biens communs de l'humanité. Il s'approprié de cette façon des masses de capitaux et de profits telles que la crise systémique sans précédent qui en résulte met en péril l'avenir même de l'homme sur la terre.

LES CONFLITS INTER – NATIONAUX (voir ci-contre)

Au niveau international, l'élection d'Obama a suscité de grands espoirs vite démentis. Les mobilisations importantes contre les massacres à Gaza ont marqué le début de l'année, sans aboutir à une solution.

Au contraire, Israël continue de s'opposer à l'acheminement de l'aide humanitaire et à la reconstruction des logements et des équipements systématiquement détruits par son armée, qui s'est également rendue coupable d'un massacre important de civils palestiniens, de femmes et d'enfants (selon le rapport Goldstone approuvé par les Nations Unis le 5 novembre 2009).

LES MOUVEMENTS SOCIAUX

Attac n'a pas tellement relayé le fort mouvement social du LKP en Guadeloupe et Martinique.

Un début de mouvement social national d'ampleur et prometteur s'est vu amené dans l'impasse par les directions syndicales (et de certains partis), sur fond d'élections Européennes qui ont monopolisé le débat public, avec

LA MARCHÉ SUR GAZA

Le 30 décembre 2009, les organisateurs de la marche vers Gaza ont accepté l'offre du Caire de permettre à 100 des 1.400 manifestants bloqués de se diriger vers Gaza. Cette marche a lieu afin de marquer le premier anniversaire de l'attaque israélienne contre le territoire palestinien. Du 27 décembre 2008 au 22 janvier 2009, l'offensive israélienne a fait plus de **1.400 tués palestiniens**, selon des sources palestiniennes.



Un organisateur français de la marche vers Gaza a indiqué que le sit-in allait continuer (AFP)

l'enjeu d'une recombinaison éventuelle à gauche du PS.

LES CONFLITS LOCAUX

Mais cela n'a pas empêché les conflits sociaux locaux de perdurer, notamment dans le secteur de l'automobile et des équipementiers. Cela n'a pas empêché non plus un fort et long mouvement des enseignants, chercheurs, et étudiants, ni de nombreux autres mouvements (santé, EDF, justice, poste, logement...), tous en riposte aux attaques incessantes du néolibéralisme, et posant l'acuité d'une nécessaire généralisation des luttes.

Certains reculs, la criminalisation aggravée, les tensions que ce soit au niveau des sans papiers ou dans les quartiers populaires, n'ont pas entamé la volonté lancinante de riposte, qui peine à trouver une issue cordonnée et efficace.

LES FORCES SOCIALES

Paradoxalement, les forces sociales organisées qui pourraient contrecarrer cette folie et porter l'espoir d'une alternative, d'une reprise de la marche en avant du progrès social dans un monde nouveau intégrant les aspirations et les possibles des hommes et de l'environnement planétaire, sont de plus en plus défailantes. Elles s'enfoncent, pour la plupart, dans une collaboration de classe perverse et lamentable, détournant ainsi de plus en plus de citoyens des formes de lutte traditionnelles. Cependant, le mouvement alter mondialiste, où ATTAC a joué un rôle de tout premier plan, a su faire surgir des questions essentielles dans le débat de société, portant au devant de la scène l'affirmation « qu'un autre monde est possible ». Mais on constate un essoufflement, une perte d'adhérents qui semble indiquer, selon nous, la fin d'un cycle de 10 ans.

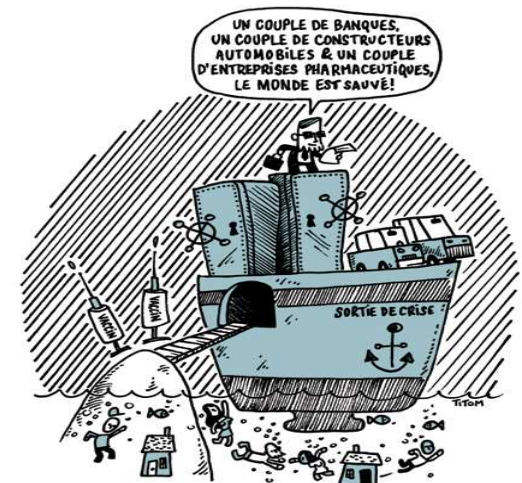
L'ACTIVITE D'ATTAC 78 NORD PERSPECTIVES 2010

Notre comité local, bien qu'affaibli par des défections, a donc été confronté à une nécessaire prise en compte de ces situations, avec des particularités locales comme le combat contre le projet de circuit F1 ou l'occupation d'un centre social aux Mureaux par des centaines de sans papiers. Nos réunions mensuelles locales (CA et CL et ciné débats publics au Pandora d'Achères et aux Mureaux, et groupe local de Houilles), la sortie régulière de notre « Lettre Attac 78 nord passe à l'Attac » ont aussi été encore une fois la colonne vertébrale de notre apparition publique. En parallèle nous avons maintenu notre participation sur les fronts locaux dans lesquels nous sommes engagés depuis des années (La Coudraie, Collectif Logement des Mureaux, RESF78, et notre présence aux initiatives publiques unitaires locales) et participé à de nouveaux fronts de luttes (circuit F1, Roms).

Dans ces circonstances, il pourrait être essentiel au devenir de notre association, qu'elle attache une importance encore plus grande au terrain, au développement des luttes de citoyens et de salariés, quand elles s'inscrivent dans la perspective de cet autre monde dont nous parlons. Notre contribution, fut-elle modeste, au recentrage sur les relations de proximité de tout ce qui permettra à la fois d'accéder à des formes de vie sociale de qualité, et d'apporter des réponses réalistes aux défis économiques et environnementaux, devrait permettre à Attac de trouver un second souffle et de se renforcer. En participant à des mobilisations locales efficaces, notre CL peut contribuer à faire déboucher des actions du type « votation contre la privatisation de la poste » ou de la très belle lutte « Flins sans F1 », dans les domaines de l'école, de la santé, de la défense des

sans papiers ... , avec les différentes organisations agissant dans ces domaines, et dans le souci du renforcement et du rajeunissement de nos effectifs.

(Extraits du rapport d'Assemblée générale annuelle 78N de novembre 2009)



ATTAC TOURNE LA PAGE

Déclaration adoptée par le CA d'ATTAC France sur la fraude électorale de 2006

En décembre 2006, le CA d'Attac engageait des poursuites contre X à la suite d'une fraude attestée, selon une commission d'enquête interne, par la mise en évidence de faux bulletins de vote. Les conclusions de cette commission avaient été acceptées par tous, ce qui avait conduit le CA, toutes sensibilités confondues, à se tourner vers la justice. En août 2009, le juge d'instruction a rendu une ordonnance de non-lieu dans laquelle il est dit que "ladite fraude est sans doute probable, mais loin d'être certaine", et que les infractions dénoncées ne peuvent être attribuées à quelque personne identifiée que ce soit.

Au sein d'Attac cette décision a fait l'objet d'appréciations différentes et même contradictoires. Le respect de la justice impose cependant à toutes et à tous d'en prendre acte. Conscients des très graves dommages infligés à Attac par la crise interne depuis 2004, puis par cette pénible affaire, nous pensons qu'il faut faire tous les efforts pour retrouver une unité, seule à même de remobiliser les adhérents qui nous ont quittés ou envisagent de nous quitter, et d'en attirer de nouveaux.

C'est pourquoi nous avons cru devoir contacter les principaux protagonistes de ces déchirements internes pour tenter d'ouvrir une nouvelle page de l'histoire de l'association.

C'est avec leur accord, et en refusant toute exclusive, que nous demandons :

- au collège des fondateurs de s'inscrire dans une dynamique de renouveau ;
- à celles et ceux, partis sur la pointe des pieds, qui n'ont pas renouvelé leur cotisation, ou qui ont donné publiquement leur démission de l'association de rejoindre à nouveau ses rangs pour participer à ses activités, que ce soit au niveau local, dans les comités, ou au niveau national, dans le conseil scientifique, les commissions et groupes de travail ;
- à toutes et à tous de faire un effort exceptionnel pour redynamiser Attac, en particulier en contribuant au renforcement de ses effectifs ;
- à tous et à toutes de mettre un terme définitif aux polémiques et aux accusations nominales qui ont gravement dégradé le climat de l'association ces dernières années. Les membres d'Attac doivent toujours s'exprimer avec le plus grand respect des individus, de telle sorte que la mise sur la place publique d'éventuels différends d'ordre politique ne s'accompagne pas de mises en cause personnelles.

Nous sommes trop peu nombreux à lutter contre la violence de l'offensive néolibérale pour nous payer le luxe de querelles intestines sans fin.

Est-ce que cette démarche sera facile à assumer pour tous ? Il est possible que non, du moins dans un premier temps. Mais l'avenir d'Attac impose à chacune et à chacun de passer outre à ses ressentiments et de se retrouver dans l'action collective.

Gisèle Halimi, René Passet, Jacques Testart, 4 décembre 2009

Abandon du projet de circuit F1 à Flins

Une victoire populaire magistrale et riche d'enseignements

Attac 78 Nord salue avec grande satisfaction l'issue très positive de cette mobilisation citoyenne contre le projet de circuit F1 à Flins-les Mureaux. Cette mobilisation doit rester vigilante pour que les promesses faites soient bien appliquées et qu'aucun nouveau circuit de F1 ne voit le jour dans notre pays...

Dès le début, en décembre 2008, Attac a été parmi les 8 acteurs qui ont déposé des recours gracieux en préfecture et notre implication n'a pas faibli dans ce combat sociétal de toute importance.

Pourquoi ?

Parce que :

- **C'était une aberration indécente, et un non-sens face à la crise économique** touchant actuellement de plein fouet l'industrie automobile, **et face à la très grave crise écologique** hypothéquant l'avenir de nos enfants et de la planète : effet de serre, danger pour la nappe phréatique, graves nuisances à court et long terme (bruit, pollutions, circulation), consommation excessive de pétrole, destruction des terrains promis à un projet agricole et biologique et qui là, heureusement, pourront retrouver leur objet initial. Aujourd'hui, chacun ne devrait-il pas en priorité pouvoir sans discrimination : avoir un revenu décent, se nourrir sainement et localement, se loger, se transporter, se soigner, être éduqué, se cultiver... plutôt que de « s'évader » de façon illusoire avec des grandes messes sportives ultra coûteuses et polluantes, prônant l'esprit de compétition et un modèle de conduite à risque.
- **C'était une mystification en termes d'emploi** : des emplois précaires et temporaires pour la construction, et aucunement une solution à la crise actuelle dans l'automobile. Non, tout emploi n'est pas bon à prendre : on ne peut pas à la fois se battre pour des bonnes conditions de travail dans les entreprises, un revenu suffisant, des emplois stables, et laisser se développer des industries nuisibles pour la santé et l'environnement,

porteuses d'une conception sociale mortifère, et sources d'inégalités.

Enfin, faut-il continuer à aller dans le mur avec le tout automobile ?

la reconversion du secteur automobile ne doit plus être un tabou. Non aux voitures de course, d'un coût exorbitant pour les entreprises, mais oui au développement des transports en commun de qualité et gratuits, aux petits véhicules "propres" et abordables... Nous voudrions que le mirifique projet de « vallée de l'automobile », prenne enfin en compte les réalités actuelles et réponde au plus juste à ces questions ...



Manifestation contre le circuit F1, Versailles mai 2009

Attac veut un autre développement économique et d'autres choix industriels non productivistes. Cette opération politique de Mr. Bédier, relayée par tout le Conseil général, niant les projets de la région et utilisant l'argent public pour un projet faramineux et nuisible, a échoué grâce à l'implication de très nombreux citoyens refusant qu'on décide à leur place de leur avenir. Depuis un an, organisés dans le très dynamique Collectif Flins sans F1, regroupant plusieurs dizaines d'associations, des mairies, des élus, des partis, ces centaines de citoyen(ne)s ont pris leur destin en main. Ils ont démontré que seule la démocratie populaire et réelle peut nous amener à un autre monde possible et nécessaire, respectant les besoins essentiels de la population.

Ce combat victorieux est exemplaire par sa remise en cause de ce que peut produire de plus absurde le système capitaliste de plus en plus rejeté... Il doit donner confiance à toutes celles et ceux qui s'interrogent sur la possibilité de faire entendre raison aux hommes d'un pouvoir devenu « totalitaire », un système de la pensée unique et de l'argent roi, qui sous prétexte de crise pille les fonds publics au profit de la haute finance, développe des dispositifs répressifs attentatoires aux libertés publiques, et qui a entrepris de détruire systématiquement nos principaux acquis sociaux.

Le 6 décembre 2009

ENVOYEZ VOS VŒUX À VOTRE BANQUIER ! INTERROGEZ-LE SUR SES ACTIVITÉS DANS LES PARADIS FISCAUX !

Les annonces récentes des banques françaises concernant la fermeture de leurs activités, en mars 2010, dans les paradis fiscaux figurant sur la liste « grise » de l'OCDE n'ont en réalité qu'une portée très limitée : cette liste se vide au rythme des « petits arrangements entre amis ». Pour rappeler aux dirigeants des banques françaises sa détermination à ne pas voir



cette question enterrée, le collectif Stop paradis fiscaux vous propose aujourd'hui une nouvelle forme d'action citoyenne. Interrogez votre banquier sur la nature de ses activités réelles dans ces territoires et exigez plus de transparence, en lui envoyant vos vœux par courrier. Nous vous proposons un modèle ci-dessous.

Et envoyez-nous (78nord@attac.org) les réponses reçues !

Madame, Monsieur le directeur,

Les récentes annonces de banques françaises concernant la fermeture de leurs activités dans certains paradis fiscaux m'incitent à vous écrire aujourd'hui.

Les « paradis fiscaux » sont des zones de non-droit qui permettent à quelques grandes entreprises et à des personnes riches de s'exonérer de leur contribution par l'impôt à la couverture des dépenses publiques. Ils diminuent fortement les recettes fiscales, chez nous mais aussi, avec des conséquences dramatiques, dans les pays en développement. Ils favorisent souvent le recyclage et le blanchiment de l'argent issu d'activités criminelles (trafic d'armes ou de drogue par exemple). Ils font aussi le lit d'une spéculation financière effrénée. Leur existence, au vu et au su des autorités de contrôle de tous les pays, est un scandale dans un contexte de crise financière, économique et sociale plongeant le monde dans une profonde récession et entraînant la perte de dizaines de millions d'emplois.

Les médias, comme certains responsables politiques, ont révélé que la plupart des banques, y compris les banques françaises, utilisaient les services des paradis fiscaux pour permettre l'évasion fiscale et le contournement de la réglementation financière et bancaire.

Cette situation, inacceptable, a conduit les dirigeants des pays du G20 à annoncer des sanctions, lors des deux derniers sommets, à Londres et Pittsburgh. Face à un vaste mouvement citoyen, le gouvernement français, en particulier, a demandé aux banques françaises de se retirer des territoires qui figureraient encore sur la « liste grise » des paradis fiscaux établie par l'OCDE en mars 2010.

C'est un pas en avant, mais le fait que Luxembourg, la Suisse, Hong-Kong, Singapour, Chypre, Monaco, Jersey, Delaware, Malte ou encore les îles Caïmans aient intégré si facilement la « liste blanche » de l'OCDE, comme s'ils étaient devenus des territoires parfaitement transparents, n'est pas pour me rassurer.

En tant que client(e) de votre banque, je m'interroge sur la nature des opérations que vous effectuez dans ces territoires. C'est pourquoi, sauf à ce que votre établissement se retire de ces territoires, je souhaite que vous m'expliquiez de façon détaillée votre présence et les activités que vous y menez.

Dans l'attente de votre réponse, Madame, Monsieur le directeur, je vous prie d'agréer mes meilleurs vœux et mes fidèles salutations ...

COPENHAGUE : L'ÉCHEC

Communiqué d'ATTAC France



« Le plus grand rendez-vous de l'histoire de l'humanité » (selon Jean-Louis Borloo) se solde par **un échec politique historique**, un déni du réel et des savoirs scientifiques, une honte morale, une insulte aux plus pauvres.

Alors que sous la pression des opinions publiques, plus de cent chefs d'État ou de gouvernement étaient réunis, aucun accord digne de ce nom n'a pu être conclu. Les pays riches, en refusant de prendre des mesures qui reconnaîtraient leur responsabilité historique dans le changement climatique, ont précipité l'échec. Soumise aux lobbies du *green business* et enfermée dans des logiques diplomatiques héritées des périodes coloniales, la tribu des pays riches n'a pas su voir que le chaos climatique, subi déjà par nombre de pays du Sud, rendait dérisoires leurs tentatives de division. Les manipulations néocoloniales de Nicolas Sarkozy en direction de l'Afrique n'ont pas suffi ! Ils n'ont pas su voir, eux qui se pensent toujours les maîtres du monde et de la nature, qu'une nouvelle configuration des relations entre le Nord, à bout de

souffle, et le Sud est en train de se dessiner et qu'on ne négocie pas avec la nature, comme le scandaient de nombreux manifestants.

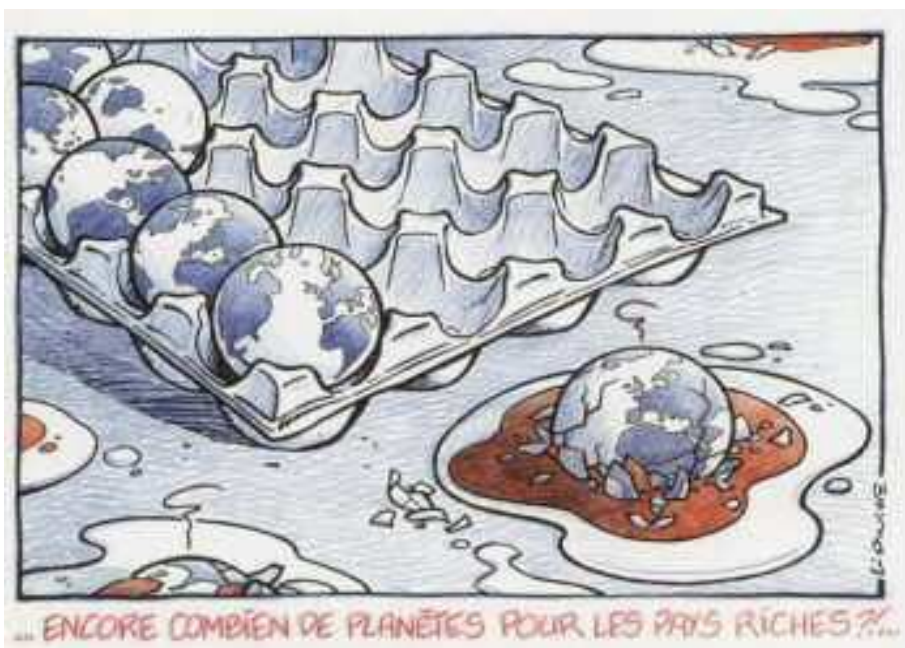
Après avoir expulsé des négociations les ONG qui contestaient le fiasco en gestation, après avoir concocté des textes dans des salles obscures au mépris des règles multilatérales minimales, ils s'en prennent désormais à l'ONU, où il est vrai, la Bolivie, les pays de l'[ALBA](#), Tuvalu, et tant d'autres peuvent s'exprimer en principe à égalité avec des pays dont la superpuissance s'avère dérisoire face aux enjeux. Pourtant le texte final a été concocté, en dehors de toute procédure onusienne, par le MEF (Major Economies Forum), équivalent du G20. Un texte qui ne mentionne pas d'objectif de réduction des émissions à court, moyen et long terme, un texte dont le principal motif est de refuser tout traité international contraignant pour les pays riches. Un texte qui met à nu la logique des intérêts privés.

Après avoir tenté de criminaliser les multiples mouvements sociaux présents à Copenhague par des

techniques policières d'arrestation de masse, ils ne sont pas venus à bout d'un mouvement pacifique, déterminé, massif et imaginaire, un mouvement international, porteur d'un nouvel espoir et conscient de ses responsabilités. Desmond Tutu a déclaré : « *il est préférable de ne pas avoir d'accord plutôt qu'un mauvais accord.* » Nous y sommes. Et Copenhague n'est qu'une étape pour que la déclaration des peuples, issue du forum alternatif et lue dans l'enceinte de l'ONU, devienne la base d'un accord entre les peuples.

À Copenhague, une convergence inédite entre mouvements sociaux, mouvements écologistes, mouvements de solidarité internationale a fait naître un nouvel espoir et constitue un tournant du mouvement altermondialiste. Plus que jamais, nous avons à poursuivre partout sa construction, à nous engager dans des initiatives locales, à faire pression sur les élus, et nous serons présents aux prochains rendez-vous jusqu'à Mexico, fin 2010. C'est leur échec, ce n'est pas le nôtre !

Attac France, le 19 décembre 2009



Notre système de retraite est-il menacé ?

Le gouvernement a annoncé que **2010 serait l'année de la réforme profonde de notre système de retraite**. Il a d'ailleurs demandé au COR (Conseil d'Orientation des Retraites) d'étudier une réforme basée sur les « comptes notionnels » suédois. L'un des promoteurs de cette réforme en France est Thomas Picketti, professeur à l'École d'Economie de Paris, qu'on dit à gauche car il avait soutenu en 2007 la candidature de Ségolène Royal.

Se basant sur l'expérience suédoise, sur la complexité du système français et sur ses inégalités, il promeut une réforme qui, tout en restant un système par répartition, unifie tous les régimes grâce à un taux de cotisation le même pour tous, et adapte systématiquement les allocations aux ressources.

Le principe de son système est le suivant : chaque salarié cumule dans un compte individuel ses cotisations (sous forme de points pour ne pas s'éloigner de la terminologie du

système actuel), indexées chaque année sur l'évolution des salaires. Au moment de la liquidation, (qu'il peut choisir à tout âge dès que sa retraite est supérieure au minimum vieillesse), son montant est déterminé par la valeur du point et par son espérance de vie. L'idée est que le salarié récupère ses cotisations (indexées certes) mais seulement ses cotisations pendant sa retraite.

Ce projet, en utilisant la terminologie du système actuel, laisse croire que par lui la répartition sera sauvée. C'est une illusion : comment, sans augmenter les ressources, pourra-t-on permettre aux retraites d'évoluer comme le niveau de vie ? Il est bien dit qu'il y aura des gagnants et des perdants. Les quelques uns qui y gagneront seront ceux qui non seulement auront travaillé tôt, auront eu une carrière complète, et un salaire qui sera resté au même niveau pendant toute la carrière. Tous les autres, la grande majorité, seront perdants.

Ce qui est encore plus grave dans cette démarche est qu'il inscrit ce nouveau système dans une logique assurantielle de méthodologie actuarielle. La retraite ne dépend plus des besoins à couvrir pour le retraité, mais de critères variables et non maîtrisables par les salariés que sont le pourcentage de la population active, son taux d'emploi, l'évolution salariale et les évolutions de l'espérance de vie. Le montant de la retraite dépend aussi de l'âge de départ qui n'a plus besoin d'être fixé par la loi. **C'est une nouvelle étape, pas forcément la dernière, d'une longue entreprise de démolition de nos régimes en répartition** en substituant la notion de « taux de remplacement » du salaire par une « rente » reversant petit à petit le cumul des cotisations enregistrées.

ATTAC et ses militants doivent être prêts pour expliquer et combattre ce nouvel assaut de ceux qui nous dirigent contre nos acquis sociaux.

Gilbert Rachmuhl

LES ACTIVITES D'ATTAC 78NORD EN JANVIER – FEVRIER 2010

LA DOMINATION MASCULINE

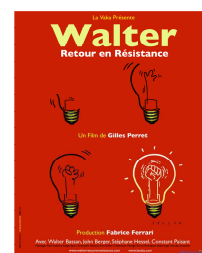
Vendredi 8 Janvier 2010 20h30 au cinéma **Pandora**
6 allée Simone Signoret Achères. *Entrée : €6*



Débat avec le réalisateur, **Patric Jean, Jacqueline Penit-Soria** d'Attac France (Commission Genre) et l'Association **1001 Femmes de Conflans**

WALTER : LE RETOUR EN RESISTANCE

Jeudi 21 janvier 2010 à 20h30 au cinéma **Frédéric Dard**,
Les Mureaux 77, rue Paul-Doumer. *Entrée : €5*



Débat avec **Annie Lacroix-Riz**, Professeur d'histoire contemporaine, Université Paris 7 et **Gilles Manceron**, Bureau national de la Ligue des Droits de l'Homme

PROCHAINE REUNION DU CL

Date	Thème	Heure	Lieu
Le mardi 2 février 2010	Réunion Comité Local <i>Quelles perspectives, débats et activités pour 2010 ?</i>	20h00	Salle Blanche de Castille, Poissy

Si vous souhaitez être tenu au courant de nos activités, abonnez-vous sur notre site - <http://www.attac78nord.org/spip.php?article44> - à notre courriel bimensuel.